

Le changement climatique : nouvelle thématique populiste ?

“ What makes climate change a populist issue ? ” est un article rédigé par Jonathan White en septembre 2023 et publié par le Grantham Research Institute on Climate Change and the Environment et le Centre for Climate Change Economics and Policy. L'intérêt de celui-ci est qu'il analyse le rapport au changement climatique des mouvances populistes européennes. Dans cet article, La Fabrique Ecologique retient une esquisse de définition du populisme qui se fonde sur des valeurs diamétralement opposées à la politisation actuelle de la question climatique.

#1 Historiquement, le populisme fait la critique de l'élite et du pouvoir en place. Dans les années 2010, ses thèmes de prédilection étaient la question migratoire, l'identité nationale et la répartition du pouvoir et des richesses. Le populisme promeut l'agentivité des citoyens. Parce que la problématique climatique est de plus en plus présentée comme nécessitant le recours à des mesures d'urgence, qui par définition tendent à être prises sans consultation des citoyens, elle devient le nouvel objet des critiques populistes.

#2 Le populisme tend à considérer comme alarmistes les politiques d'urgence formulées en réponse au changement climatique. Celles-ci mèneraient à une démocratie de contrainte qui justifie la subordination des droits et libertés des citoyens. Le traitement de la question climatique prendrait alors la forme d'une éco-dictature, définie comme un système politique justifiant l'usage de méthodes anti-démocratiques au nom de la protection de l'environnement. Les populistes revendiquent un besoin de rupture avec la tradition qui a mené à cette forme d'écologie considérée comme technocrate et élitiste et proposent des politiques d'alter-urgence, qui s'appuient sur la consultation citoyenne. L'auteur donne l'exemple de Nigel Farage, fondateur du parti anglais pour le Brexit, qui s'oppose à l'ambition britannique d'atteindre la neutralité carbone en 2050, et promet le pouvoir au peuple par le biais d'un référendum sur le sujet.

#3 L'auteur propose des stratégies pour éviter que le populisme ne s'empare de la cause climatique à des fins critiques. Afin que les mesures écologistes ne soient perçues comme portant atteinte aux libertés, les citoyens doivent être davantage inclus dans la définition d'objectifs climatiques et de mesures pour les atteindre. Le référendum se présente comme un outil renforçant le sentiment d'appartenance et d'action citoyenne à la cause climatique. Selon l'auteur, il conviendrait également de limiter la mention quasi-exclusive d'approches construites autour d'objectifs quantitatifs, de dates butoirs et des concepts de nécessité et d'urgence dans les discours politiques à vocation écologique, en défendant plutôt l'idée d'un avenir et de principes valant la peine d'être défendus.

Le populisme en France

D'après une étude réalisée par l'Ipsos-Sopra Steria en octobre 2022, la protection de l'environnement est le 2^{ème} enjeu le plus préoccupant pour les Français après les difficultés liées au pouvoir d'achat. Face à ce constat, le Rassemblement national a reconnu la réalité du réchauffement climatique et, suite à la convention citoyenne sur le climat en 2021, le parti a proposé un contre-projet de référendum autour de 15 questions sur la cause environnementale. Toutefois, le RN ne propose aucune solution concrète à ces problématiques.

L'avis de Pauline Bureau, Vice-présidente de LFE

À travers les critiques populistes, c'est la question de l'attractivité des mesures climatiques qui est posée – et la réponse n'est pas tant dans leur contenu que dans leur intégration dans une vision d'ensemble à long-terme, décrite en termes qualitatifs, et co-construite avec les citoyens.